



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 11 juin 2026

L'inflation annuelle au Mexique s'est établie à 3,94 % g.a. en mai 2026, en baisse par rapport à 4,45 % g.a. en avril, selon les données de l'Institut national de Géographie et de Statistiques (INEGI).

Ce ralentissement ramène l'indice global dans la bande cible de la Banque centrale du Mexique (3 % ± 1 %), pour la première fois depuis quatre mois.

La tendance s'explique principalement par le fort repli de la composante non sous-jacente (3,1 % g.a. après 5,08 % g.a. en avril), en lien avec l'apaisement des prix agroalimentaires. L'inflation sous-jacente poursuit également sa décélération à 4,19 %, g.a. mais demeure au-dessus de la cible, traduisant la persistance de certaines rigidités, notamment dans les services.

Dans ce contexte, la dynamique des prix apparaît plus favorable, mais encore hétérogène selon les composantes. La Banque centrale du Mexique a d'ores et déjà annoncé avoir conclu son cycle d'assouplissement monétaire et devrait dorénavant privilégier une phase d'observation, centrée sur la consolidation du processus désinflationniste et le maintien de l'ancrage des anticipations.

LE CHIFFRE A  
RETENIR

**3,94 %**

Taux d'inflation  
Mai 2026  
(INEGI)

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**L'impact macroéconomique de la Coupe du monde de football 2026 au Mexique devrait rester limité, Moody's Analytics l'estimant à 0,14 point de pourcentage de croissance du PIB en 2026, en dépit d'un surcroît attendu d'activité lié au tourisme et à la consommation.** Selon leurs estimations, les retombées positives du tournoi organisé conjointement par le Mexique, les États-Unis et le Canada resteraient globalement modestes à l'échelle macroéconomique, dans un contexte de croissance contrainte par des facteurs structurels persistants. Le principal canal de transmission identifié réside dans l'afflux de visiteurs internationaux et l'augmentation des dépenses dans les villes hôtes, en particulier Mexico City, Guadalajara et Monterrey. Toutefois, cet effet de demande ponctuel ne suffirait pas à infléchir significativement la trajectoire de l'activité. À titre comparatif, l'impact est évalué à 0,08 point de PIB au Canada et 0,05 point aux États-Unis, le Mexique apparaissant comme le principal bénéficiaire relatif en raison de son exposition plus forte au tourisme lié à l'événement. Moody's souligne que l'économie mexicaine demeure pénalisée par des contraintes structurelles, notamment une faible dynamique d'investissement observée sur la dernière décennie, des gains de productivité limités et des rigidités persistantes sur le marché du travail et dans le cadre réglementaire. Dans ce contexte, les dépenses d'infrastructures associées à l'organisation du tournoi apparaissent contenues au regard des éditions précédentes accueillies par le Mexique, notamment en 1970 et 1986, ce qui limite également l'ampleur des effets multiplicateurs attendus.

**Selon la dernière enquête Citi (5 juin) sur les anticipations au Mexique, les perspectives macroéconomiques demeurent globalement stables, avec des révisions limitées des prévisions de croissance et d'inflation et le maintien attendu de la politique monétaire à moyen terme.** La majorité des analystes n'anticipe aucun changement du taux directeur de la Banque du Mexique (Banxico) à l'horizon 2026–2027, dans un contexte d'inflation sous-jacente encore légèrement supérieure à la cible et de croissance modérée. Sur 35 répondants, 27 tablent sur une stabilité complète des taux, tandis qu'une minorité envisage des mouvements seulement à partir de 2027 ou une baisse limitée en fin d'année 2026. Le taux directeur est ainsi attendu à 6,50 % à fin 2026 et 2027. Par ailleurs, les anticipations de marché sur le peso mexicain se stabilisent à court terme, avec un taux de change USD/MXN attendu à 18,0 fin 2026, avant un léger ajustement à 18,5 fin 2027. Du côté des prix, les projections de fin d'année 2026 sont légèrement révisées à la hausse à 4,35 % pour l'inflation totale, tandis que la prévision de l'inflation sous-

jacente reste stable à 4,20 %. À l'horizon 2027, l'inflation totale est attendue à 3,90 %. Enfin, la croissance du PIB pour 2026 est marginalement revue à la hausse à 1,2 %, contre 1,1 % précédemment, et celle de 2027 est maintenue à 1,8 %, traduisant une amélioration limitée du scénario de croissance sans modification des anticipations de politique monétaire.

**La confiance des consommateurs a poursuivi son repli en mai, l'indicateur correspondant diminuant de 0,7 point sur un mois pour s'établir à 43,5 points**, un niveau inférieur aux anticipations de marché, dans un contexte de dégradation généralisée des composantes. Ce repli intervient après une légère hausse en avril et confirme une tendance globalement baissière depuis le pic atteint en octobre 2024. En glissement annuel, l'indice perd 3,4 points, ce qui suggère un affaiblissement durable du moral des ménages. La perception de la situation économique du pays se détériore plus nettement. Les anticipations à un an reculent de 1,6 point et l'évaluation de la situation actuelle de 1,0 point. Les ménages sont aussi plus pessimistes sur leur situation financière. Malgré ce recul, une amélioration progressive reste possible dans les prochains mois. Elle dépend notamment d'un redémarrage de l'activité et d'une diminution des incertitudes économiques.

## Sectoriel

**Le 10 juin, Mercado Libre a annoncé un programme d'investissement de 4,6 Md USD au Mexique en 2026, l'un des plus importants jamais réalisés dans le pays.** Présentée par le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, l'annonce s'inscrit dans le cadre du « *Plan México* ». Les ressources seront principalement consacrées à l'extension des infrastructures logistiques du groupe, à l'accélération du développement de ses plateformes ainsi qu'au renforcement de ses activités de services financiers en ligne (via Mercado Pago). L'entreprise prévoit par ailleurs la création de 8 500 emplois, portant ses effectifs au Mexique à plus de 42 000 collaborateurs. S'appuyant sur un écosystème de plus d'un million de PME utilisatrices de ses solutions, Mercado Libre joue un rôle prépondérant dans la transformation numérique de l'économie mexicaine. Cette nouvelle enveloppe porte à plus de 14 Md USD le montant total investi par le groupe au Mexique au cours des six dernières années.

**À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (SEMARNAT) et le gouvernement de l'État du Quintana Roo ont annoncé le lancement de « Holbox Circular », premier projet d'économie circulaire déployé à l'échelle territoriale.** Inscrite dans la stratégie nationale « *Hacia un México Circular* », l'initiative vise à

faire de l'île de Holbox un territoire pilote en matière de gestion durable des ressources, dont les enseignements ont vocation à être répliqués dans d'autres régions du pays. Le projet repose sur une large coopération associant plusieurs institutions fédérales, dont la Commission nationale des aires naturelles protégées (CONANP), le Fonds national de promotion du tourisme (FONATUR), les ministères de la Marine, du Tourisme et de l'Énergie, la Commission fédérale de l'électricité (CFE) mais les autorités de Quintana Roo, ainsi que la municipalité de Lázaro Cárdenas aux côtés d'organisations internationales, d'acteurs du secteur privé et d'organisations de la société civile. Parmi les actions annoncées figurent, entre autres, l'installation d'un biodigester d'une capacité de traitement d'une tonne de déchets organiques par semaine, le déploiement de 24 panneaux solaires, ainsi que l'élaboration d'un code de bonnes pratiques à destination des habitants et des visiteurs.

### Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	10/06/2026
Bourse (IPC)	-4,21%	12,50%	65 409,48 points
Change MXN/USD	0,58%	-8,76%	17,39
Change MXN/EUR	0,00%	-7,72%	20,10
Prix du baril mexicain	-7,51%	42,52%	86,51

# Amérique centrale

## Costa Rica

**En 2026, la croissance du Costa Rica devrait ralentir à 3,4 %, contre une prévision initiale de 4,5 % et après 4,5 % en 2025.** Selon les prévisions de l'Institut de recherche en sciences économiques de l'Université du Costa Rica (IICE-UCR), cette révision à la baisse s'expliquerait principalement par le ralentissement des zones franches, principal moteur de l'économie costaricienne, dont la croissance ne serait plus que de 4,0 %, contre 12,4 % anticipés précédemment. À l'inverse, l'économie domestique hors zones franches (régime définitif) devrait maintenir une progression stable de 3,3 %. Cette dépendance marquée aux zones franches accroît l'exposition du pays aux risques externes, notamment les fluctuations des prix du pétrole, la volatilité du taux de change et les incertitudes entourant l'attractivité des investissements directs étrangers.

**L'entreprise publique costaricienne de l'électricité ICE (Instituto Costarricense de Electricidad) s'apprête à lancer un appel d'offres d'un montant de 245 M USD pour la modernisation de la centrale hydroélectrique Ventanas Garita (100 MW), située à l'ouest de San José.** Le projet, qui bénéficie d'un prêt de 200 M USD de la BID, prévoit notamment le remplacement d'équipements électromécaniques et de transformateurs élévateurs afin de prolonger de 30 ans la durée de vie de la centrale. Les travaux devraient s'étaler sur quatre ans. Ce projet s'inscrit dans la stratégie d'expansion du système électrique et de modernisation des infrastructures énergétiques du pays.

## El Salvador

**Selon la Banque centrale de réserve (BCR), la dette publique du pays s'élevait à 34,52 Md USD en avril 2026, en hausse de 4,3 % sur un an.** La dette du gouvernement central atteignait 32,64 Md USD, soit une augmentation de 1,30 Md USD par rapport à avril 2025. Parmi celle-ci, 11,52 Md USD correspondent à la dette liée au système de retraite, qui représente près d'un tiers de l'encours total et a progressé de 7,5 % g.a.. La dette publique extérieure a également poursuivi sa hausse, passant de 1,41 Md USD à 1,54 Md USD entre avril 2025 et avril 2026, soit une augmentation de 9,72 %.

**Selon Moody's, la croissance du Salvador devrait s'établir à 3,1 % en 2026, après 3,9 % en 2025.** L'agence attribue ce ralentissement aux effets inflationnistes du conflit au Moyen-Orient, notamment via la hausse des prix des carburants. La croissance devrait néanmoins continuer d'être soutenue par le secteur de la

construction, dont l'activité est attendue en hausse de 9 % cette année, après une progression exceptionnelle de 26 % en 2025.

## Guatemala

**À l'issue de sa mission au titre de l'Article IV, menée du 27 mai au 5 juin, le FMI a estimé que la croissance du pays atteindrait environ 3,7 % en 2026, un niveau inférieur à la prévision de 4,1 % de la Banque centrale.** Selon le chef de mission, Alexander Culiuc, cette révision s'explique par les répercussions du conflit au Moyen-Orient et les fortes incertitudes entourant l'évolution des prix du pétrole. Le FMI a par ailleurs appelé à la mise en œuvre de réformes urgentes dans les infrastructures routières et à une réorientation du modèle de croissance, en privilégiant l'investissement domestique tout en réduisant la dépendance aux transferts de fonds.

**Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les transferts de fonds des émigrés ont atteint 10,6 Md USD sur les cinq premiers mois de 2026, soit une hausse de 7,5 % g.a..** La banque centrale anticipe une progression de 5 % des *remesas* sur l'ensemble de l'année 2026, après un niveau record de 25,5 Md USD en 2025, contre 21,5 Md USD en 2024.

## Honduras

**Le président Nasry Asfura a présenté au Congrès, le 3 juin, un projet de réforme du cadre législatif du secteur électrique.** Cette initiative vise à réduire les pertes liées aux inefficiences du système électrique national, estimées à plus de 16 Md HNL (600 M USD) par an, grâce à la modernisation du réseau, au renforcement de l'ENEE (*Empresa Nacional de Energía Eléctrica*) et à une amélioration de l'efficacité et de la transparence de la gestion du secteur. Le président a souligné que la réforme ne prévoyait aucune privatisation de l'ENEE, mais sa transformation afin d'améliorer ses performances et sa capacité à répondre aux besoins de la population, notamment par une meilleure organisation des activités de production, de transport et de distribution d'électricité.

**Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), la banane est redevenue au T1 le 2<sup>ème</sup> produit d'exportation du pays après le café,** avec un montant de 122,3 M USD, en hausse de 36 % g.a.. Sur l'année 2025, les exportations d'huile de palme avaient dépassé en valeur celles de bananes, avec 475,5 M USD contre 391,6 M USD. Sur la période 2021-2025, les exportations de bananes honduriennes ont été en quasi-totalité (99,4 %) destinées aux États-Unis.

## Nicaragua

**Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), la Chine est devenue, au T1 2026, le principal fournisseur du pays pour la première fois, devant les États-Unis.** Les importations en provenance de Chine ont atteint 553,4 M USD sur la période, contre 485,8 M USD pour celles en provenance des États-Unis. Ces derniers demeurent toutefois la première destination des exportations nicaraguayennes, absorbant 41,1 % du total, avec des ventes en forte hausse à 814,5 M USD, contre 435 M USD au T1 2025. À l'inverse, la Chine n'a représenté que 1,4 % des exportations du pays, pour un montant de 27,9 M USD, en recul de 50,4 % sur un an.

## Panama

**Au T1 2026, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) du Panama aurait progressé de +4,2 % g.a., un rythme inférieur à celui observé au T1 2025 (+7,9 %), mais confirmant néanmoins le dynamisme des principaux moteurs de croissance du pays.** Selon l'Institut national de statistique et de recensement (INEC), cette progression aurait été soutenue par le Canal de Panama (trafic +4,8 %, volume de marchandises +53,4 %), la Zone libre de Colón (transactions +10 %, réexportations +20,8 %), le tourisme (visiteurs +14,4 %, dépenses touristiques +15,6 %), la construction (permis de construire +36,8 %) ainsi que la consommation intérieure (ventes de véhicules +17,6 %, ventes de carburants +9 %). Les recettes fiscales auraient ainsi augmenté (+3,1 %), tandis que le marché du travail aurait montré des signes de redressement. En revanche, certains secteurs seraient restés en retrait, notamment le trafic portuaire (léger recul de 0,7 % en TEU) et les importations de la Zone libre de Colón (-1,8 %), tandis que les exportations de bananes auraient fortement reculé (-77,3 %).

**Lors de sa visite au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le ministre panaméen de l'Économie et des Finances, Felipe Chapman, a réaffirmé la volonté du Panama d'adhérer à l'institution.** Il s'est rendu en France dans le cadre du Forum économique international sur l'Amérique latine et les Caraïbes, organisé le 2 juin au siège de l'OCDE à Paris. Pour rappel, le Panama et l'OCDE avaient signé en avril dernier un mémorandum d'entente établissant un cadre de coopération technique sur cinq ans. Ce déplacement intervient également moins d'une semaine après l'approbation par l'Assemblée législative panaméenne de la loi sur la substance économique, une réforme fiscale visant à faciliter la sortie du Panama de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives.

# Caraïbes

## Cuba

**Le gouvernement cubain a présenté à l'Assemblée nationale populaire un projet de réforme de l'administration centrale visant à rendre l'action de l'État plus efficace et rationnelle.** Le texte prévoit une réduction du nombre d'organismes centraux de 27 à 21, dont 20 ministères et la Banque centrale de Cuba. Parmi les principales évolutions figure la création d'un ministère de l'Agroalimentaire, regroupant l'ensemble de la chaîne de production et de transformation alimentaire (agriculture, industrie sucrière, pêche et secteurs associés). Le projet prévoit également la fusion du ministère de l'Économie et de la Planification avec celui des Finances et des Prix au sein d'un ministère unique de l'Économie, des Finances et de la Planification, ainsi que la création d'un ministère de l'Environnement, de l'Habitat et du Logement et d'un ministère de l'Information et de la Communication sociale. La Banque centrale de Cuba deviendrait un organisme de l'administration centrale dirigé par un ministre-président siégeant au Conseil des ministres. Enfin, l'Institut national des sports, de l'éducation physique et des loisirs (INDER) serait transformé en ministère des Sports et des Loisirs et l'enseignement supérieur intégrerait la science et la technologie au sein d'un ministère unifié. La réforme entrerait en vigueur 60 jours après sa publication officielle, avec un délai d'un an pour sa mise en œuvre opérationnelle.

## Haïti

**Selon les projections de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), Haïti pourrait se retrouver en récession pour la huitième année consécutive en 2026, avec une contraction du PIB de 1,4 % g.a..** En 2025, le PIB haïtien avait déjà chuté de 2,7 % selon le FMI, notamment à cause de la grave crise sécuritaire que traverse le pays. La CEPAL signale que, sans Cuba et Haïti, la croissance de l'Amérique centrale en 2026 passerait de 2,2 % à 3,9 %. La situation ne s'améliore pas en Haïti malgré la reprise des vols commerciaux entre Cap-Haïtien et Saint-Domingue. La « guerre des gangs » se poursuit à Port-au-Prince, ce qui remet en question la crédibilité d'un processus électoral déjà entaché par les désaccords publics entre le Premier ministre et le Conseil électoral.

## République Dominicaine

**Le FMI souligne la solidité économique de la République dominicaine, qui parvient à maintenir un taux de croissance élevé malgré les chocs extérieurs.** Pour la mission technique du FMI actuellement en République dominicaine, le dynamisme de la croissance (+4,0 % g.a. sur la période de janvier à avril 2026) est un signal positif qui

s'explique par de bons fondamentaux macroéconomiques. L'ouverture de l'économie semble être un atout supplémentaire avec des revenus importants générés par le tourisme (3,9 Md USD au T1 2026), les exportations (5,7 Md USD de janvier à avril 2026) et les transferts de fonds (4,1 Md USD de janvier à avril 2026). Pourtant très dépendant de la conjoncture internationale, le secteur extérieur se porte bien, entraînant une appréciation du peso dominicain de près de 8,0 % de janvier à fin mai 2026. Par ailleurs, les mesures de provision de liquidité de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) ont accompagné une reprise du crédit, qui a joué un rôle significatif dans le dynamisme de la croissance. Cette situation inspire la confiance des investisseurs internationaux, qui ont investi 1,54 Md USD au T1 2026 et qui pourraient investir 5,35 Md USD d'ici fin 2026 selon les projections de la BCRD. Le FMI note toutefois que, si les répercussions du conflit au Moyen-Orient demeurent limitées sur la plupart des indicateurs macroéconomiques, elles se traduisent par des pressions inflationnistes persistantes, l'inflation devant rester au-dessus de la cible de 4,0 % ± 1,0 % jusqu'en septembre 2026.

**La République dominicaine pourrait être visée par des droits de douane additionnels de 10 % à 12,5 % imposés par les États-Unis dans le cadre d'une enquête sur le travail forcé, dont les conclusions sont attendues dans les prochaines semaines.** Washington pourrait s'appuyer sur la section 301 de la loi sur le commerce extérieur de 1974, le même instrument juridique que celui utilisé lors du conflit commercial avec la Chine à partir de 2017. Alors que les droits de douane appliqués depuis 2025 ont eu un impact limité sur les exportations dominicaines en raison de leur portée mondiale, ces mesures ciblées pourraient affecter davantage la compétitivité du pays. Ils pourraient représenter des coûts supplémentaires de 712 M USD à 890 M USD. L'impact macroéconomique de cette mesure serait majeur du fait de la forte dépendance des exportations dominicaines au marché américain. En effet, en 2025, des 14,6 Md USD d'exportations, 7,1 Md USD avaient pour destination les États-Unis, soit 48,6 % du total. Cette part est plus importante encore pour les exportations issues des zones franches qui avaient pour destination les États-Unis à 72,2 %. Pour l'heure, le gouvernement dominicain se veut rassurant et s'engage dans la voie du dialogue avec les États-Unis, soulignant ses efforts en matière de lutte contre le travail forcé.

## Trinité-et-Tobago

**Dans le cadre de sa consultation au titre de l'article IV, le FMI anticipe une croissance limitée de l'économie trinitadienne à +0,8 % en 2026 (après +0,8 % en 2025), avant une accélération en 2027 (+3 %).** L'inflation moyenne annuelle devrait s'établir à 1,8 % en 2026 (contre 1 % en 2025), sous l'effet notamment de la hausse des prix internationaux de l'énergie, avant de converger vers 2 % à moyen terme. Le déficit budgétaire devrait, pour sa part, se réduire à 4,6 % du PIB

(contre 5,5 % en 2025), soutenu par des recettes énergétiques plus élevées qu'anticipé. Le rebond attendu en 2027 serait principalement porté par le secteur des hydrocarbures, avec la mise en production de nouveaux projets gaziers, dont le champ offshore Manatee, ainsi que la hausse des exportations de gaz naturel, dans un contexte plus favorable aux pays producteurs. La normalisation progressive des relations avec le Venezuela pourrait également contribuer au développement de gisements transfrontaliers et à l'acheminement de gaz vénézuélien traité à Trinité-et-Tobago. Le FMI souligne toutefois la persistance de vulnérabilités macroéconomiques, liées notamment à une dette publique élevée (84,1 % du PIB), à la baisse des réserves de change et à la forte dépendance au secteur énergétique. Dans ce contexte, il recommande de consacrer les recettes additionnelles au renforcement des marges de manœuvre budgétaires via le *Heritage and Stabilisation Fund*, tout en appelant à un renforcement du climat des affaires et de l'attractivité de l'économie.

**Trinité-et-Tobago a signé un accord avec le Groupe de la Banque mondiale en vue de l'ouverture d'un bureau permanent à Port-d'Espagne.** Conclu fin avril, cet accord vise à renforcer l'accès du pays aux financements, à l'expertise technique et aux investissements privés. Il couvre les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de l'Association internationale de développement (IDA), de la Société financière internationale (SFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). La Première ministre, Kamla Persad-Bissessar, a présenté cette implantation comme un levier de diversification économique et de développement des partenariats public-privé. Le secteur privé local souligne toutefois que son impact dépendra du renforcement de la transparence des procédures de passation de marchés.

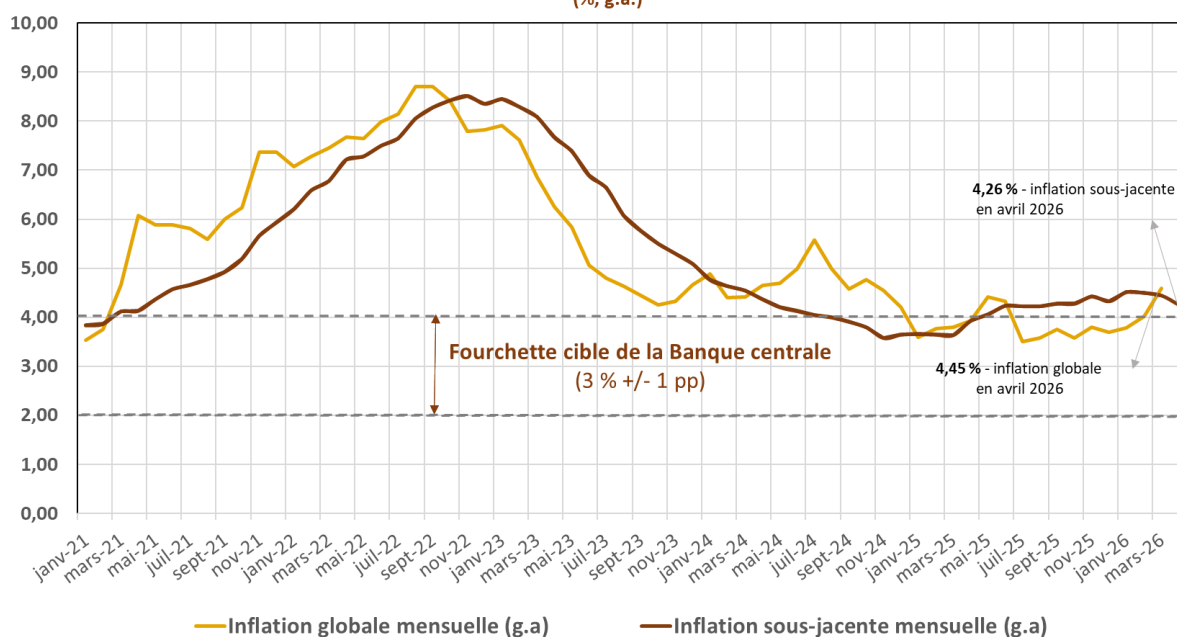
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2,%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

### - Annexe Graphique Mexique -

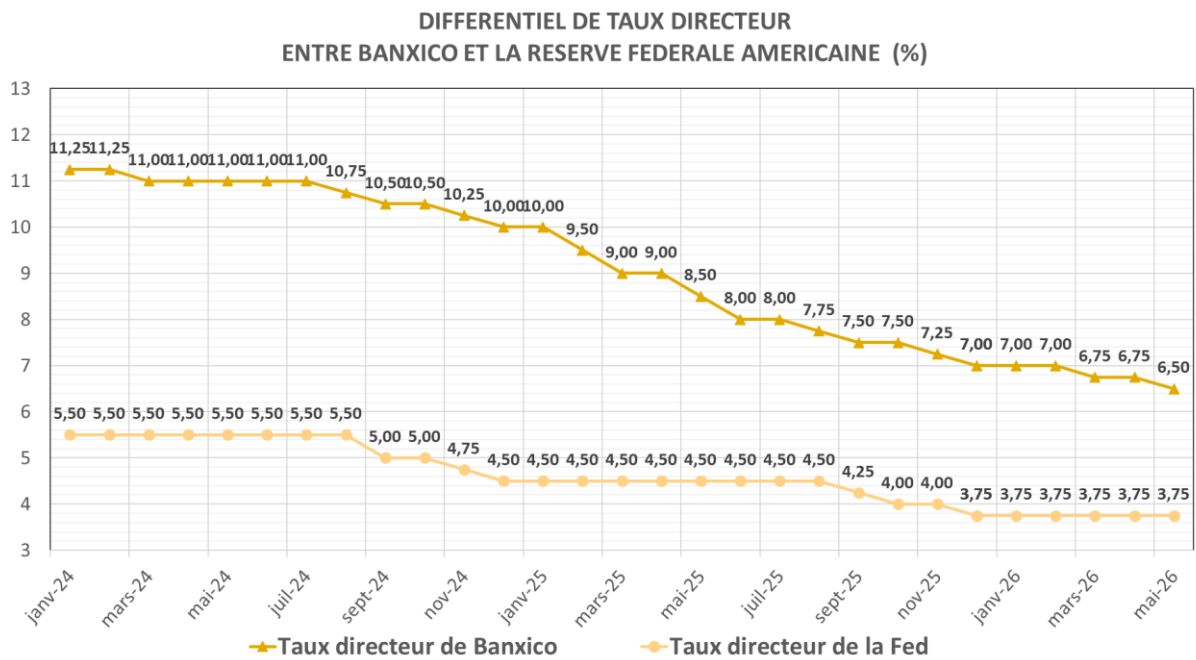
**INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE**  
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

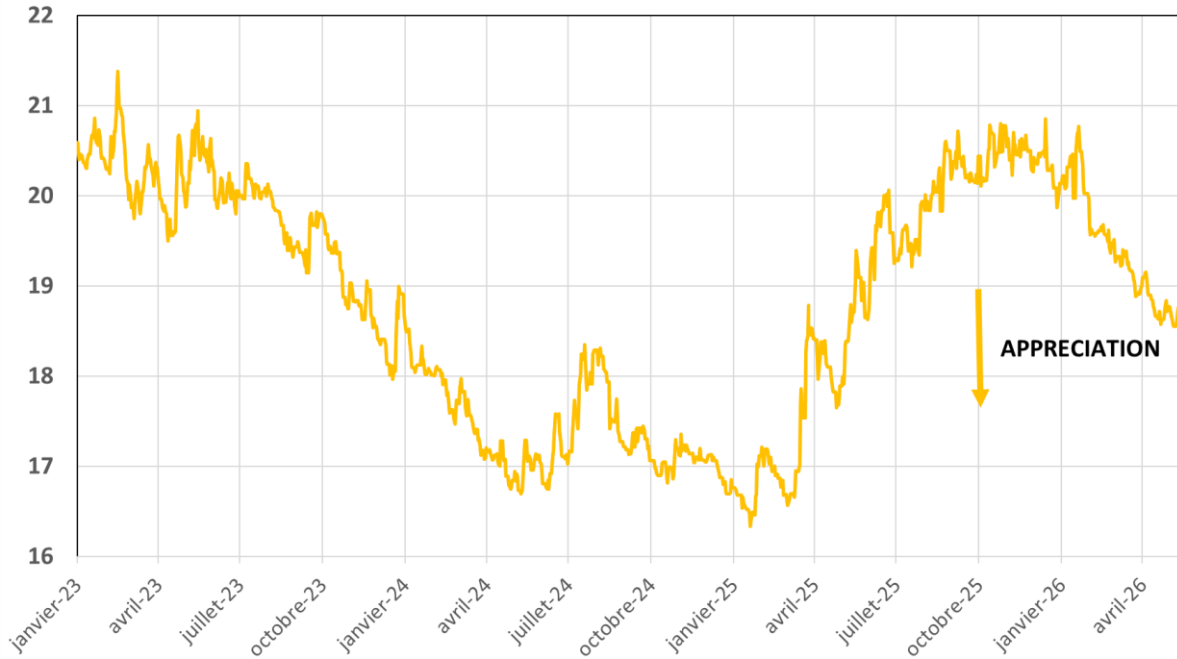
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

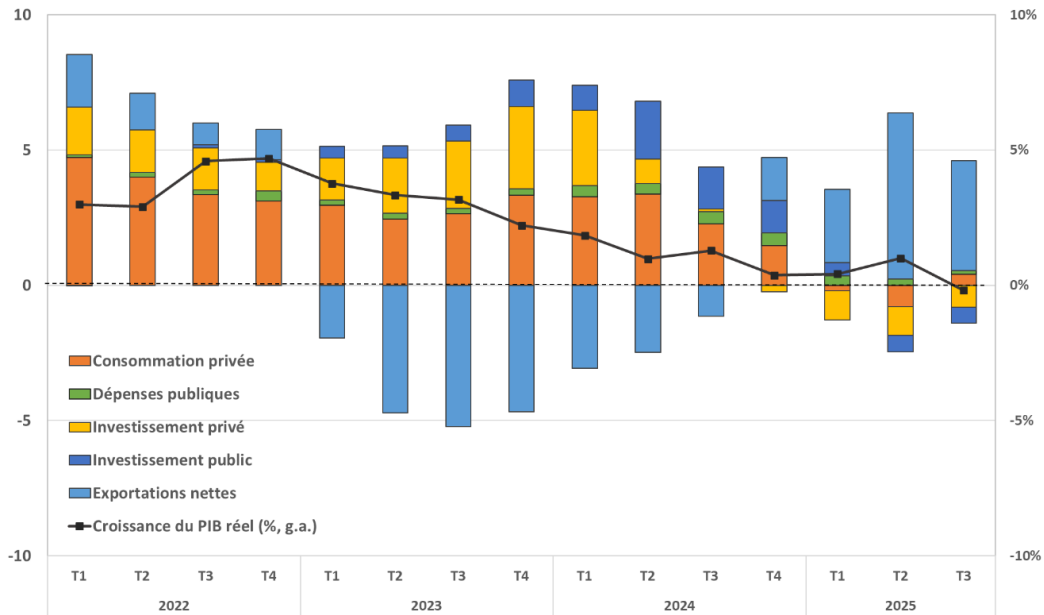
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

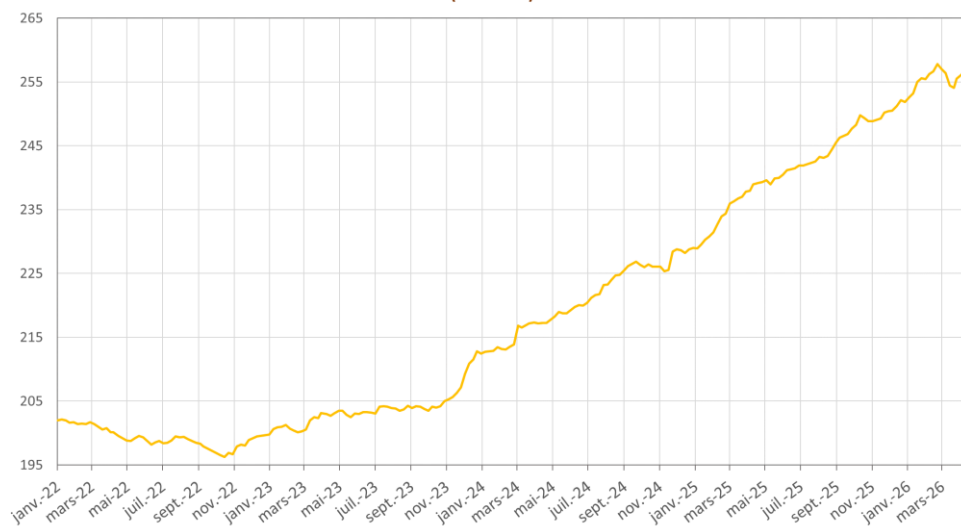
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)